

C'est fait. Prodi est en piste. Son équipe gouvernementale a obtenu l'aval du Sénat et de la Chambre des représentants. Le président du conseil italien entame maintenant un véritable parcours du combattant. Berlusconi et les droites ont confirmé qu'ils ne lui feraient pas de cadeaux.

Il aura fallu plus d'un mois et demi pour que Romano Prodi et son gouvernement entrent officiellement en fonction. C'est peu dans ce pays politiquement complexe qu'est l'Italie. C'est beaucoup si l'on se dit que tout, en principe, avait été dit et fait pour que son équipe multiple et majoritaire présente un front uni aux assauts attendus d'une droite berlusconienne revancharde. Mais le plus dur reste à venir. A peine mis en selle, Prodi n'ignore pas que le parcours qu'il entame tient de l'étape de la haute montagne avec une succession de cols de première catégorie à franchir. Cycliste amateur, le président du conseil sait fort bien ce qu'implique cette métaphore.

Les députés ont approuvé la semaine dernière le nouveau gouvernement par 344 voix contre 268. Il s'agissait là du second feu vert du Parlement italien après celui des sénateurs. Ainsi était enfin scellée la transition après douze ans de règne de Berlusconi, exception faite d'un petit intermède de gouvernement Prodi de 1996 à 1998. Mais à la tête de l'Union, une coalition multicolore allant de la démocratie-chrétienne aux communistes de Rifondazione, l'ancien président de la Commission européenne jouira d'une marge de manœuvre fort étroite.

Avant les élections, il s'était agi essentiellement de battre la droite la plus liberticide et la plus caricaturale, telle que symbolisée par le *cavaliere*. Commentant la situation, la journaliste du quotidien *Il Manifesto*, Anna Maria Merlo, résumait ainsi la situation : « *Avec cette coalition, la gauche est aussi unie qu'elle peut l'être puisque tous les partis de gauche en font partie. Si elle ne gagne pas cette fois, ce sera une catastrophe. Nous sommes arrivés à un point d'épuisement de la société, c'est pourquoi il y a eu cette réponse de la gauche qui a oublié pour un moment ses différences.* » Maintenant, il s'agit de gouverner. Dans quelles conditions ?

1. Une droite revancharde

Berlusconi n'a rien perdu de sa morgue. Depuis les élections, il n'a eu de cesse de contester le résultat des élections, encouragé, il est vrai par le faible écart entre l'Union, la coalition de gauche, et la Maison des libertés, le regroupement des droites : 24 000 voix d'écart et une droite à 60% dans le Nord, de Turin à Trieste. Dès après le scrutin, Forza Italia lançait un site Internet baptisé « *Ricontiamo.com* » (recomptons.com) pour exiger le recomptage des bulletins de vote en jetant le doute sur la légitimité de l'Union.

Les leaders de la majorité sortante mènent d'autre part l'opposition sur deux axes : l'anticommunisme le plus plat et la fragilité, réelle ou supposée, de la coalition de gauche et du centre. On en a eu de nouvelles illustrations lors du débat à la Chambre. S'appuyant sur un sondage américain selon lequel la droite aurait repris l'avantage, Berlusconi a parlé d'« *occupation indigne du pouvoir* ». Il a accusé la Cour de cassation – la magistrature est une autre cible de Berlusconi, adepte parano de la « *théorie du complot* » - de ne pas avoir procédé « *un contrôle approfondi* » du scrutin. Et, comme ses alliés, il a ironisé sur la faiblesse d'une « *coalition aussi composite* » et lui a promis une chute rapide.

¹ Analyse parue dans le N° 269 du *Journal du mardi*, 29 mai 2006.

2. « Berlusconiisation »

Pour mener son travail de sape et clamer à tous vents qu'il s'apprête à revenir, Berlusconi a quelques atouts. Forte personnalité de la gauche, Luciana Castellini parle de « *régression culturelle* » de son pays, de « *berlusconiisation des esprits* ». « *Berlusconi est arrivé à en changer les valeurs et la culture* » explique-t-elle, « *Il a promu des mythes comme celui de l'entrepreneur triomphant et rabaissé le niveau des débats. Partons du film de Nani Moretti, « le Caïman ». Il a su montrer que cet homme n'est pas drôle, qu'il n'est pas un clown mais un homme dangereux. A la fin du film Moretti montre son personnage adoptant une attitude fascisante ; c'est exactement ce qui est en train de se passer avec Berlusconi. La tâche de l'Union ne sera pas facile. La gauche devra réfléchir aux moyens de reconstruire la société sur des bases démocratiques.* »

3. Une gauche fragile ?

Or, si elle a élaboré un document programmatique extrêmement long et touffu de plusieurs centaines de pages, l'Union réunit des gens et des formations peu habituées à travailler de concert. L'unité a été un atout maître pour battre Berlusconi. Après les votes des chambres en faveur de son gouvernement, Romano Prodi a marqué une profonde satisfaction. Mais qui venait comme un ouf de soulagement, tant les manœuvres ont été âpres, à droite bien sûr. Mais parfois aussi au sein de sa majorité. « *C'est le mieux que l'on puisse faire* » a-t-il lancé. L'Union regroupe onze partis. Elle est composée majoritairement de partis et mouvements modérés, comme les Démocrates de gauche (DS) et les centristes de la Marguerite, et d'une aile plus radicale avec notamment le Parti de la Refondation communiste (PRC) de Fausto Bertinotti, le nouveau président de la Chambre. Son projet dessine à grands traits une stratégie différente de celle du gouvernement Berlusconi avec de forts accents sociaux. Mais avec quels choix budgétaires et économiques, notamment en matière de droit du travail ? Le programme reste énigmatique à bien des égards. Sur les questions de société, on s'attend à des tensions. La Marguerite, issue de l'ancienne démocratie chrétienne reste proche des positions de l'église, notamment sur la question des couples non mariés et des homosexuels. Sur certains grands travaux, comme la ligne TGV Lyon-Turin, les communistes et les verts ont pris le parti de la population locale qui s'oppose au saccage de ses vallées. A contrario des formations modérées.

Une autre échéance risque de compliquer la vie de l'Union : le laborieux processus d'unification entre les Démocrates de gauche et la Marguerite pour former un Parti démocrate à l'américaine. Mais actuellement un bras de fer est en cours pour savoir qui contrôlera le parti unique. Et M. Rutelli, le leader de la Marguerite, ne cache pas son ambition de séduire les électeurs démo-chrétiens déçus de Berlusconi. Au risque de faire exploser l'Union ?

4. Au pied du mur

En attendant, Romano Prodi avance prudemment et essaie de donner des gages aux uns et aux autres. Dans son discours de politique générale au Sénat, il s'est avancé sur la pointe des pieds, recherchant de toute évidence le consensus. Il a beaucoup évoqué sa vision de l'Europe : « *lutte contre le terrorisme, les guerres, la pauvreté et la prolifération nucléaire* » et « *renforcement d'une alliance historique avec les Etats-Unis* » Que le nouveau ministre des Affaires étrangères, Massimo D'Alema (DS) a aussitôt souhaitée « *sans complexe, ni subalterne, ni antagoniste et conçue au niveau de l'Europe, pas des seuls Etats.* »

Point fort de son discours, Prodi a affirmé son « *intention de proposer au Parlement le retour de nos soldats* » encore présents en Irak. Mais, pas plus que dans le programme, il n'a été question d'un

calendrier précis. Or, un retour rapide est une des conditions de la participation à la coalition posée par le PRC et les Verts.

Mais avec un déficit budgétaire qui pourrait atteindre 4,5% du PNB cette année, c'est dans le domaine socio-économique que se jouera l'avenir de l'Union. A la Chambre, le chef du gouvernement a annoncé pour les prochaines semaines des décisions pour sortir de la situation cataclysmique laissée par Berlusconi. Et prônant une meilleure productivité du travail, il a toutefois affirmé que « *nous ne tolérerons pas que la flexibilité dégénère en précarité permanente.* » Pour avancer, Prodi a annoncé des conclaves gouvernementaux à répétition. Parce que « *nous ne pouvons pas avancer en ordre dispersé. Nous devons faire comprendre ce que signifie dans les faits notre union. Maintenant, à nous de jouer dans la collégialité.* » Première « retraite » du 4 au 6 juin. D'ici là, Berlusconi entendait bien faire du scrutin municipal des 28 et 29 mai un « *test national* ».